



Portant réglementation de la circulation et du stationnement pour ORANGE, rue des Arbousiers

LE MAIRE DE LA VILLE DE CARROS

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2213-1 à L2213-5 ;  
Vu le Code de la Route, notamment les articles R 110-2 al 2, R411-2, R411-25, R413-1 et R417-9 à R417-13 ;  
Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;  
Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 relative à la signalisation des routes et autoroutes et les textes subséquents ;  
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 22 octobre 1963 (livre I, 8<sup>ème</sup> partie « signalisation temporaire ») approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié (journal officiel du 30 janvier 1993) ;  
Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2002 modifiant les conditions de mise en œuvre de la signalisation routière ;  
Vu l'arrêté préfectoral n°2002-100 en date du 04 février 2002 relatif à la lutte contre le bruit ;  
Vu l'arrêté municipal n° 66/21-PM du 26/10/2021 fixant les limites de l'agglomération de la commune de Carros ;  
Vu la demande VIAZUR n° 2022011808 ;  
Vu l'arrêté portant autorisation de travaux n°22-CAR-00104, délivré à ORANGE, 9, BOULEVARD FRANÇOIS GROSSO SOCIÉTÉ ORANGE 06000 NICE - tél : 06 42 20 34 91 représentée par M. COSTA Guillaume en date du 14/09/2022, autorisant la réalisation de réparation de conduites télécom, en agglomération - rue des Arbousiers, par l'entreprise SETU TELECOM, 740, ROUTE DES NÉGOCIANTS SARDES ZAC DE LA GRAVE 06510 CARROS - 06 63 34 14 01 représentée par M IDOMENEE Stewy à compter du 12/10/2022 à 08 heures 30 et jusqu'au 21/10/2022, à 17 heures ;  
Vu l'avis favorable de la Métropole Nice Côte d'Azur au titre de ses compétences dévolues par l'article L5217-2 du code général des collectivités territoriales, Direction Territoriale Rive Droite du Var, 5, rue de l'hôtel de Ville 06364 NICE ;

Considérant que la réalisation des travaux susvisés nécessite la mise en œuvre de mesures relevant de la police de la circulation du Maire, au titre de la sécurité et de la gestion de la circulation, tous modes confondus ;

ARRÊTE

**ARTICLE 1 :** Dans le cadre de l'opération susvisée, ORANGE représentée par M. COSTA Guillaume, désignée ci-après le bénéficiaire, est tenu de respecter les prescriptions relatives à la circulation et au stationnement, rue des Arbousiers, au droit du n° 10, mentionnées dans les articles suivants à compter du 12/10/2022 à 08 heures 30 et jusqu'au 21/10/2022, à 17 heures.

**ARTICLE 2 :** Pour les besoins de l'opération, la capacité et le régime de circulation seront modifiés pour tous les véhicules, les deux roues ainsi que les piétons, dans le tronçon de voie cité à l'article 1 du présent arrêté, de la manière suivante :

- la capacité de circulation sera réduite à 1 voie,
- un dispositif de circulation alternée par feux tricolores complété par un pilotage manuel sous la responsabilité de l'entreprise sera instauré, entre 08 heures 30 et 17 heures,
- la circulation sera intégralement rétablie chaque jour, entre 17 heures et 08 heures 30,

En outre, le bénéficiaire devra respecter les prescriptions générales de circulation suivantes :

- Assurer la libre circulation des véhicules de secours et d'incendie,
- Assurer en permanence un passage sécurisé permettant la circulation et la sécurité des piétons, des personnes à mobilité réduite et de leur véhicule, dont la largeur minimale sera de 1,4 mètre, sur le trottoir et la chaussée.
- Faire mettre en place et entretenir, par les soins de l'entreprise chargée de l'opération, une signalisation temporaire de chantier et de déviation correspondante, conforme à la réglementation en vigueur.
- L'entreprise devra respecter les limitations de tonnage en vigueur sur toutes les voies du domaine public métropolitain.
- La traversée de la chaussée devra être effectuée par demi-chaussée.
- L'emprise du chantier sera rendue aux usagers chaque soir.
- L'entreprise se charge de prévenir le ou les responsables des transports en commun, dont la liste est communiquée par la direction, afin de leur indiquer la date réelle des travaux et ce 3 jours avant leur début.

- La vitesse de tous les véhicules, y compris les deux roues, est limitée à 30 km/h au droit de l'emprise définie à l'article 1 du présent arrêté, en application de l'article R413-1 du Code de la Route.
- Le dépassement de tous les véhicules, y compris les deux roues, est interdit au droit de l'emprise définie à l'article 1 du présent arrêté.

**ARTICLE 3 :** Pour les besoins de l'opération, le stationnement de tous les véhicules et des deux roues sera réglementé, dans l'emprise définie à l'article -1 du présent arrêté, de la manière suivante :

Le stationnement sera interdit à tout véhicule, à l'exception de ceux de l'entreprise chargée de l'opération, de part et d'autre de la chaussée, entre 08 heures 30 et 17 heures.

Tout véhicule en infraction avec les dispositions du présent article sera considéré comme gênant la circulation publique et conduit en fourrière aux frais de son propriétaire en application des articles R417-9 à R417-13 du Code de la Route.

Il appartient au maître d'ouvrage ou à son représentant dûment mandaté et en justifiant, de prendre attache auprès des services de Police Municipale de la commune, dont les coordonnées seront communiquées par la direction de territoire, afin de fixer les modalités de mise en œuvre de la signalisation réglementaire correspondante (délais, fourniture des panneaux, affichage et constat de présence du dispositif).

En outre, le bénéficiaire devra respecter les prescriptions générales de stationnement suivantes :

- Assurer le libre accès aux équipements de sécurité et d'incendie (sorties de secours, bouches d'incendie).

**ARTICLE 4 :** Les activités ou travaux bruyants devront être interrompus à 20 heures au plus tard.

**ARTICLE 5 :** Le maître d'ouvrage cité à l'article 1 ci-avant, ou son représentant dûment mandaté et en justifiant, est tenu de détenir le présent arrêté sur site en permanence pendant la durée du chantier.

**ARTICLE 6 :** Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa publication conformément à la réglementation en vigueur et sera dûment notifié au maître d'ouvrage.

**ARTICLE 7 :** Conformément à l'article R421-1 du Code de justice administrative, tout recours devra être présenté devant le tribunal administratif de Nice, dans un délai de deux mois à compter de la date de la publication du présent arrêté, concernant les prescriptions générales de circulation et dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification, concernant les prescriptions individuelles de circulation.

**ARTICLE 8 :** Copie du présent arrêté sera transmise pour exécution dans son domaine de compétences à :

- Monsieur le Commandant de la brigade de Gendarmerie de Carros,
- Monsieur le Commandant des sapeurs-pompiers de Carros,
- Monsieur le Chef de service de la Police Municipale de Carros,
- La Directrice Générale des Services,
- Le Directeur des Services Techniques
- ORANGE, [guillaume.costa@orange.com](mailto:guillaume.costa@orange.com)
- SETU TELECOM, [setutelecom.gc@gmail.com](mailto:setutelecom.gc@gmail.com)

ainsi que la Direction Territoriale Rive Droite du Var

**ARTICLE 9 :** Le Maire ou son délégataire, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait en l'Hôtel de Ville de Carros, le 20 septembre 2022

Le Maire  
Conseiller Départemental des Alpes Maritimes  
Conseiller Métropolitain Nice Côte d'Azur

Yannick BERNARD

